

Organisation  
du Travail  
par l'Association.

# JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

plus  
d'exploitation  
de l'homme par l'homme.

FOND PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

BUREAUX PROVISOIRES : RUE CONSTANTINE, 11.

Condition de l'abonnement, Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.

## SOMMAIRE.

Appel aux Travailleurs. — Affiche placardée sur les murs de Paris. — Question du chômage. — Lettre à propos des dépenses de Louis Blanc au Luxembourg. — Nouvelles des corporations. — Réflexions des imprimeurs sur étoffes. — Lettre aux Ouvriers des ateliers nationaux. — La croix de la Légion d'Honneur. — Le journal *La Liberté*. — Avis.

PARIS, LE 4 JUIN.

A TOUS LES TRAVAILLEURS.

FRÈRES,

L'œuvre que nous entreprenons aujourd'hui n'est point et ne deviendra jamais une œuvre individuelle.

Elle est collective, faite par vous et par nous. Les douleurs, les espérances des enfants du peuple sont toutes les mêmes.

Quand on replaçait le dernier pavé ayant servi aux barricades et encore rouge de notre sang, on a pu croire un instant que la révolution était accomplie. Quelques jours après on s'apercevait qu'une révolution ne méritait vraiment son titre que lorsqu'elle avait profité à ceux qui l'avaient faite.

En un mot, le 24 février n'a été que le prologue politique d'un drame sérieux ayant pour conclusion l'émancipation complète et radicale des producteurs.

Nous ne comprendrions donc pas une révolution qui n'aurait eu pour résultat qu'un changement de nom et d'individus.

Précisons.

Nous voulons, — nous, les travailleurs, nous qui non seulement sacrifions notre vie pour la défense des droits de la nation, mais qui subissons encore la misère dans ce qu'elle a de plus tyrannique, de plus implacable, de plus incessant, — nous voulons, disons-nous, que rien de ce que nous produisons ne nous soit enlevé, nous voulons que ce mot : DROIT AU TRAVAIL inscrit sur les proclamations devienne une réalité.

Nous voulons que nos filles ne soient plus condamnées, par la faim, à vendre leur amour pour un peu de pain et le déshonneur.

Nous voulons que la vieillesse de nos mères, de nos pères ne soit pas condamnée à n'avoir pour abri que le dépôt de mendicité ou les murs de l'hôpital.

Nous voulons que notre intelligence ne soit pas abandonnée au hasard et qu'elle soit développée par l'éducation gratuite.

Nous voulons que l'association, sous toutes ses faces, soit le seul et unique drapeau qui doive rallier tous les travailleurs.

Nous voulons que le mot et l'idée d'exploitation de l'homme par l'homme soient rayés de toutes les institutions gouvernementales.

Nous voulons que la solidarité devienne un fait.

Nous voulons que les privilèges, sous quelque forme qu'ils se présentent, soient promptement abolis.

Nous voulons que le bonheur soit réalisé par TOUS et pour TOUS.

Pour arriver à ce que nous désirons, nous déclarons et nous nous engageons tant que l'on ne violera pas les droits imprescriptibles de RÉUNION, d'ASSOCIATION et de la LIBERTÉ DE LA PRESSE, de n'employer d'autres armes que la discussion calme et pacifique exempte de toute personnalité irritante. — Nous ne cesserons de le répéter : des faits et non des mots. C'est notre seule réponse à toutes les calomnies répandues sur les amis dévoués à notre sainte cause.

Le peuple a donné assez de gages de son respect pour tout ce qui doit être respecté, que croire aujourd'hui qu'il mentira à son passé serait une grave erreur.

L'on a fait appel à son courage, à sa générosité, et il a répondu dignement; mais aussi nous affirmons en son nom qu'il est décidé à achever son œuvre d'émancipation, et que, *marcheur éternel*, il ne s'arrêtera que lorsqu'il aura atteint ce but.

Vous tous, nos frères, qui comme nous avez bu dans la coupe du malheur, nous vous demandons que vous ne vous laissiez point aller à un découragement indigne d'hommes profondément convaincus de leurs droits. Nous faisons appel à toutes les intelligences, à tous les cœurs dévoués, et nous comptons qu'ils ne nous manqueront pas.

Nous ne sommes et nous ne voulons devenir l'organe d'aucun parti, d'aucune individualité. Les œuvres individuelles n'amènent que déceptions et naufrages. Les œuvres collectives sont impérissables.

Notre devise est : PERSÉVÉRANCE et DÉVOUEMENT.

## QUESTION DU CHOMAGE.

Une cause de démoralisation sociale des plus grandes est certainement l'incertitude de l'ouvrier sur son pain du lendemain. Aujourd'hui du travail parce que la demande est considérable et alors l'entrepreneur, le manufacturier ne craint pas de compromettre la santé de l'ouvrier; ils lui demandent de travailler deux heures de plus par jour, ils le font travailler le

dimanche, s'ils pouvaient ils supprimeraient les heures de repas et les heures de sommeil, et puis arrive l'encombrement des objets manufacturés, la concurrence qui n'a pas d'entrailles et qui de plus est aveugle, la concurrence a produit un effet désastreux, le chômage commence.

Le chômage! Pour nous nous frémissons rien qu'en entendant prononcer ce mot là.

Plus d'atelier, plus de réunion avec les camarades, l'inquiétude arrive déjà; on tient bon cependant, mais si les banquiers ont fait quelque ruineuse spéculation, ou bien, s'il leur convient de supprimer leurs crédits aux patrons voilà que les économies de l'ouvrier s'épuisent, la femme et les enfants s'inquiètent et tourmentent le chef de la pauvre famille. Mais si les mois de chômage s'entassent les uns sur les autres, alors le désespoir vient, un désespoir qui n'est comparable qu'à celui du naufragé.

Gouvernants, Représentants, conducteurs du peuple, je vous prie d'aller dans nos garnis, vous verrez ces chambres qu'on appelle garnis par dérision, car ils sont garnis de quoi! Eh bien allez dans nos garnis, dans nos gargottes, dans ces moments de chômage, et vous saurez ce que c'est que le digne désespoir de l'ouvrier.

Quand nous disions : nous avons trois mois de misère au service de la République, vous n'aviez pas l'idée de ce que nous entendions par là : le chômage est la plaie sociale la plus affreuse de l'organisation actuelle.

Le décret du 25 février qui porte : l'existence de l'ouvrier est garantie par le travail.

Le travail est garanti à l'ouvrier, ce décret est le programme de la révolution de 1848.

Oui, gouvernants, c'est là que se trouve la révolution.

Vous dites maintenant que le chômage ne peut être détruit, c'est une erreur profonde.

Si le gouvernement, au lieu de s'occuper d'intrigues faisait dresser des tableaux de la production et de la consommation, si les consuls de France, dans tous les pays du monde, s'occupaient des débouchés, et surtout si les ouvriers de tous les corps d'état étaient associés, il n'y aurait plus de chômage. Nous nous engageons à le prouver aux plus obstinés.

Pour nous, ouvriers qui n'avons pas l'esprit obscurci par ce que certains appellent l'économie politique, nous comprenons bien que par ces procédés il y aurait toujours de l'ouvrage pour tous les ouvriers.

Par exemple, tous les exploités du peuple ne feraient pas des fortunes scandaleuses, cela est vrai; les banquiers qui jouent à la Bourse, les agents de change chômeraient, mais il n'y aurait pas grand mal, et d'ailleurs, l'ouvrier comprend la fraternité, quand il aura un morceau de pain il le partagera avec tous. Non ce n'est point un rêve, nous le jurons, au nom de notre sainte Révolution, avec l'association plus de chômage.

Mais s'il n'y a pas de chômage la réalisation de tou-



tes nos espérances n'est-elle pas toute naturelle? Nous le disons tous, notre refrain est celui-ci : DU TRAVAIL PAS DE FAINÉANTS; nous savons qu'avec le travail garanti la république sociale et démocratique est à jamais fondée.

### CLUB DE L'UNION DES OUVRIERS MAÇONS.

AVIS A TOUS LES OUVRIERS MAÇONS.

Une réunion générale aura lieu Dimanche, 4 juin, à deux heures après midi, salle Louvois, à la Halle aux Draps

M. GENEVAY, qui était dernièrement administrateur du palais du Luxembourg, adresse à M. Charles Blanc la lettre suivante qu'on nous prie d'insérer :

Mon cher directeur,

Nommé administrateur du palais national du Luxembourg, dès que cette résidence fut donnée par le Gouvernement provisoire aux citoyens Louis Blanc et Albert, je crois de ma loyauté de protester de toutes mes forces contre un bruit que plusieurs feuilles publiques ont malheureusement accueilli.

On prétend que les citoyens Louis Blanc et Albert ont fait d'énormes dépenses pour leur table; c'est une erreur ou une calomnie. Le premier mois, après bien des résistances, la table des deux membres du Gouvernement provisoire fut servie à 6 fr. par tête et par jour, mais le second mois, les citoyens Albert et Louis Blanc ayant trouvé la nourriture encore trop abondante, ils n'autorisèrent plus qu'une dépense de 2 fr. 50 c. pour le déjeuner, et 2 fr. 50 c. pour le dîner.

Les preuves et pièces à l'appui peuvent être immédiatement fournies.

Agréez, etc.

Ce 31 mai 1848.

A. GENEVAY.

### NOUVELLES DES CORPORATIONS.

— Les bureaux de placement pour les coiffeurs, les boulangers, cuisiniers, garçons marchands de vins, etc., avaient été supprimés par des arrêtés du citoyen Caussidière. On nous donne avis que, malgré ces arrêtés, ils sont presque tous rétablis. Nous invitons toutes les corporations intéressées à se concerter entre elles à cet effet.

— Les Chapeliers accusés d'avoir refusé de travailler lorsque des commandes importantes avaient été envoyées à leurs patrons ont protesté par la voie de la presse et des affiches, et ont démenti formellement cette injuste accusation qui ne flétrit que ceux qui l'avaient faite.

— L'association des ouvriers Tailleurs de Clichy est en pleine activité. La plus complète fraternité règne parmi ces hommes qu'on a osé attaquer sans les connaître, et nous sommes certains que l'exemple qu'ils donnent aura de précieux résultats pour l'avenir.

— Les ouvriers Cordonniers ont publié leur projet de règlement constitutif pour l'association qu'ils veulent fonder. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.

— Des ordres ont été donnés par M. Trouvé-Chauvel, préfet de police, pour que les drapeaux qui étaient à la porte des bureaux fondés par les cuisiniers, les coiffeurs, etc., fussent immédiatement enlevés.

Cette affiche a été placardée à Corbeil.

### REFLEXIONS

FAITES PAR LES IMPRIMEURS SUR ÉTOFFES SUR UNE DÉCISION PRISE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE CORBEIL.

Nous venons de protester hautement contre une affiche apposée sur les murs de notre cité; nous croyons que la religion, non-seulement de notre maire, mais encore celle du Conseil municipal a été surpri-

se. Dans cette affiche, que nous osons qualifier d'inopportune, l'on cherche à faire peser sur une classe d'honnêtes ouvriers, d'hommes qui se disent avec orgueil des travailleurs, le soupçon de vouloir profiter des secours qu'accorde la ville aux ouvriers inoccupés, d'avoir refusé de travailler de leur état à des conditions plus avantageuses que celles que leur offrent les ateliers nationaux.

Eh bien, dans ces allégations, tout est faux et mensonger. Jamais nous n'avons été mis en demeure de travailler, qu'à de certaines conditions que nous ne pouvons accepter : dans toute cette affaire il n'y a que l'affaire d'un seul homme. L'on nous accuse de méconnaître les sentiments de la fraternité. Ce n'est pas à nous qu'un pareil reproche doit être adressé; c'est bien plutôt à celui qui, pouvant travailler dans toute autre manufacture que celle de Corbeil qui, étant à même de prendre place parmi nous, aujourd'hui même, dans tout autre atelier que celui de M. Bousquet, refuse, par nous ne savons quel faux point d'honneur, de travailler ailleurs, à qui semblable reproche devrait être adressé; lui qui ne voit pas, que par un entêtement mal placé, il empêche nombre de ses frères de reprendre leurs travaux.

Nous avons toujours été prêts à rentrer dans les ateliers de M. Bousquet; mais lui ne peut et ne doit pas y rentrer avec nous : partout où il voudra travailler, il trouvera des frères qui oublieront son passé et lui offriront de l'ouvrage.

Pourquoi donc vouloir forcer une immense majorité à s'incliner devant la volonté d'un seul? Pense-t-on que nous avons déjà oublié les grands principes que, les premiers, nous avons proclamés sur les barricades de Février : Plus d'exploitation d'ouvriers par l'ouvrier!

Nous ne doutons pas que si le Conseil municipal eût ordonné une enquête sur notre position, s'il eût entendu les explications que nous sommes prêts encore à donner, la délibération qui fait l'objet de notre réclamation n'eût pas été prise, délibération qui pourrait peut-être nous mettre en hostilité avec une partie de nos concitoyens, qui pourraient déverser sur nous un blâme que nous n'acceptons pas, et qu'avec un juste orgueil nous sommes sûrs de ne pas mériter.

Nous sommes avant tout amis de l'ordre et du travail, nous avons prouvé par nos actes et par nos dons patriotiques, que nous voulions la réalisation de notre grande devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Nous protestons donc hautement contre les inculpations que l'on nous a adressées, et nous prouverons toujours par nos actes que nous avons compris nos grands principes démocratiques.

Tous les Imprimeurs sur étoffes.

### LETTRE AUX OUVRIERS DES ATELIERS NATIONAUX.

CITOYENS,

Nous venons de lire votre affiche relative à M<sup>r</sup> Dupin. Nous en sommes tellement contents que nous regrettons que vous ne nous en ayez pas avertis à l'avance, car nous nous serions fait un devoir de la signer avec vous.

Nos douleurs, nos espérances sont les mêmes, et il est bon que nous n'ignorions rien de ce qui se fait pour la cause commune.

Pierre VINCARD, président.

JULLIEN, trésorier.

Georges DUCHÈNE, secrét. adjoint.

Aug. BLUM, vice-président.

— Avant hier après les émotions produites dans l'Assemblée nationale par le rapport du citoyen Favre sur la mise en accusation de notre ami Louis Blanc, on est venu proposer une question des plus importantes pour la constitution dont vous savez que s'occupent les représentants. Je vous le répète, amis, on est venu proposer aux méditations des représentants une chose de la plus haute importance. Quoi donc? le colonel Rey... non pas celui qui est à la conciergerie... à propos de changer l'intérieur de la croix de la Légion d'Honneur... Tu vois bien, mon ami travailleur, qu'on s'occupe de toi, que le temps des représentants est bien employé. Oh! la bonne constitution que nous allons avoir!...

— Un patriote allemand, rentré en France depuis quelques jours, après avoir voulu proclamer la république dans les provinces du Rhin, me disait hier, vous

voyez bien que vous n'êtes pas en République, car depuis le matin jusqu'au soir, vous entendez crier : Demandez, demandez la Liberté! achetez la Liberté. J'ai eu beaucoup de peine à faire comprendre à notre ami que c'était par ces cris qu'on cherchait à vendre un des plus mauvais journaux de Paris; mais je l'ai rassuré sur l'avenir, nous avons la République, elle sera maintenue avec des progrès. Alors, m'a dit l'Allemand, empêchez donc qu'on crie dans les rues : Demandez, demandez la Liberté! la Liberté se prend on ne la demande pas.

— L'Assemblée nationale, dans sa séance d'hier, a rejeté le rapport de la commission qui concluait à décréter d'accusation le citoyen Louis Blanc.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Candidats du peuple, adoptés par les corporations d'ouvriers, les ateliers nationaux, les gardes mobile, républicaine et les clubs démocratiques réunis.

Caussidière.

Pierre Leroux.

Proudhon.

Raspail.

Thore.

Cabet.

Kersausie.

Ch. Lagrange.

Savary, ex-ouvrier cordonnier.

Adam, ouvrier cambreur.

Mallarmet, monteur en bronze.

Nous reproduisons l'affiche que nous avons fait placarder le 2 juin sur tous les murs de Paris et de la banlieue.

Les DÉLÉGUÉS des CORPORATIONS D'OUVRIERS qui ont siégé au LUXEMBOURG, à leurs frères les Travailleurs.

FRÈRES,

Nous apprenons avec la plus grande surprise, avec la plus profonde douleur, qu'une demande en autorisation de poursuites vient d'être adressée à l'ASSEMBLÉE NATIONALE contre notre ami LOUIS BLANC.

Pleins de confiance dans l'équité de l'Assemblée, nous ne pouvons croire qu'une justice éclatante ne soit pas rendue au courageux et dévoué citoyen qui a consacré sa vie entière à défendre les intérêts du peuple par la discussion, et qui n'a jamais eu que des paroles de conciliation, de calme et de sagesse.

Vous comprendrez, frères, sans que nous ayons besoin d'insister à cet égard, combien il importe de ne rien faire qui puisse compromettre ce que LOUIS BLANC doit tenir uniquement de la justice de sa cause, qui est la nôtre.

Nous sommes certains que le meilleur moyen de prouver à LOUIS BLANC nos sympathies, c'est d'assurer par tous nos efforts cette tranquillité publique, au maintien de laquelle lui-même, après la Révolution de Février, a si puissamment concouru.

FRATERNITÉ.

1<sup>er</sup> Juin 1848.

Les Membres du Bureau :

Pierre VINCARD, président.

Aug. BLUM, vice-président.

A. LEFAURE, secrétaire.

JULLIEN, secrétaire-trésorier.

— Nous publierons, dans notre prochain numéro, le manifeste des DÉLÉGUÉS DES CORPORATIONS au Luxembourg, adressé aux corporations du département de la Seine.

A L'OPINION PUBLIQUE LE CITOYEN LOUIS BLANC, JOURNÉE DU 15 MAI. — Chez Langlois et Leclercq, rue de la Harpe, 81 et dans les bureaux de notre Journal. — Prix : 10 cent.

PERNOT, ouvrier ébéniste, l'un des gérants.

Paris. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 55.